# Articles Terminales ES

Table des matières

[**Rio de Janeiro : favelas, enjeux d’une "reconquête"** 1](#_Toc391388890)

[Le Brésil émergent, un géant du XXIe siècle ? 3](#_Toc391388891)

[L’Amérique latine dans un ordre mondial en mutation 6](#_Toc391388892)

[La Chine puissance mondiale ? 12](#_Toc391388893)

[La Chine menaçante, vraiment ? 16](#_Toc391388894)

[Afrique : croissance économique, le regain 19](#_Toc391388895)

[Afrique : Sud-Soudan, un miroir 24](#_Toc391388896)

# Rio de Janeiro : favelas, enjeux d’une "reconquête"

Par [Hervé THERY](http://www.diploweb.com/_Herve-THERY_.html), le 24 mars 2013

Hervé Théry, Directeur de recherche au CNRS, Professeur invité à l’Université de São Paulo (USP). Conseiller scientifique du Centre géopolitique.

**Brésil. Rio de Janeiro accueille la Coupe du Monde de football en 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Il s’agit d’offrir aux visiteurs du monde entier la meilleure figure. Dans ce contexte, Hervé Théry explique comment s’organise la "reconquête" des favelas de Rio de Janeiro. (1 carte, 1 modèle graphique)**

**E**N novembre 2010 et novembre 2011 les forces de sécurité brésiliennes ont donné l’assaut à deux groupes de *favelas* du nord puis du sud de la ville, avec des moyens lourds (blindés, hélicoptères, bataillons de de choc). Cet épisode explosif jette une ombre sinistre sur l’image de la *Cidade maravilhosa*, la « ville merveilleuse » qui a obtenu d’être le siège principal de la **Coupe du Monde de football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016**. Jusqu’au cœur de la ville, bien visibles, les *favelas* – le nom local des bidonvilles, devenu générique dans tout le pays – rappellent que [**le Brésil**](http://www.diploweb.com/-Amerique-du-Sud--.html)**est un des pays les plus inégalitaires au monde**, et que la pauvreté, l’insalubrité et la violence y côtoient encore les avancées économiques d’un des principaux « pays émergents ».

Pour tenter de comprendre les tenants et aboutissants de cet épisode violent, il faut les resituer dans le contexte du partage de la ville entre les bidonvilles du*morro* et la ville de l’*asfalto*, perchés sur les mornes tropicaux ou étendue dans les plaines alluviales, un partage où les premiers voient leur population augmenter plus rapidement que la seconde. On pourra ensuite se demander s’il ne s’agissait pas d’une occupation en trompe-l’œil et dans quelles configurations territoriales elle se situe.

**Un véritable assaut, avec l’appui d’hélicoptères et de blindés**

Rio de Janeiro a connu, dans les derniers jours de novembre 2010, de véritables[scènes de guerre entre les forces de sécurité brésiliennes et des centaines de trafiquants de drogue retranchés](http://www.diploweb.com/Crime-organise-et-violences-en.html) dans le complexe de favelas de la *Vila Cruzeiro*et du *Complexo do Alemão*. Les premières ont lancé un véritable assaut, avec l’appui d’hélicoptères et de blindés, et au moins quarante personnes ont été tuées dans ces affrontements. La presse suivant de très près les troupes de choc, des images spectaculaires ont été aussitôt publiées, comme – par exemple, celles que l’on peut voir sur le site du *Boston Globe, The Big Picture* [[1](http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html#nb1)]. Le journal *O Dia [*[*2*](http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html#nb2)*]*raconte « La police brésilienne a hissé le 28 novembre, en signe de victoire, le drapeau national au sommet d’un bastion de narcotrafiquants situé dans le nord de Rio » et conclut : « Il s’agit d’une journée historique pour les honnêtes citoyens de Rio ». En novembre 2011 une autre opération de grande ampleur a été lancée pour reconquérir la favela de Rocinha, la plus peuplée de Rio (68 530 habitants selon le recensement de 2010) une augmentation de 23 % en dix ans.

Pourquoi ce déploiement de force pour occuper des quartiers de la ville où, depuis des années, les pouvoirs publics avaient pratiquement renoncé à exercer leur autorité, à encadrer la population et à lui rendre les services que l’on pourrait attendre de la deuxième ville du pays ? D’abord et avant tout parce que les favelas représentent une part croissante de la population de la ville. **En neuf ans, entre 1991 et 2000, 69 nouveaux bidonvilles y sont apparus** [[3](http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html#nb3)], la population de la ville a augmenté de 6,77 % alors que la population des bidonvilles, qui se composait de 876 398 personnes en 1991 est passée à 1 092 958 en 2000, une augmentation de près de 25 %. **Au total les favelas ont ainsi vu leur part dans la population de la ville passer d’un peu moins de 10% en 1960 à 17% en 2000**.

Cette reconquête était évidemment nécessaire, et devra se poursuivre dans d’autres favelas de Rio, elle était attendue depuis au moins vingt ans par des habitants, otages du trafic de drogue, qui avait progressivement accaparé la distribution du gaz, de [l’eau](http://www.diploweb.com/L-eau-au-Bresil-Les-paradoxes-de-l.html), et de l’électricité et l’accès – piraté – à internet et à la télévision numérique. Mais une fois cette réoccupation acquise, il faudrait faire un travail de police approfondi pour arrêter les trafiquants, ce qui n’a pas été fait jusqu’à présent dans les treize bidonvilles pacifiés lors des opérations précédentes, moins médiatisées.

**Quelle stratégie ?**

On peut se faire une bonne idée de la stratégie d’ensemble, du plan de reconquête globale, en lisant l’interview donnée à *Veja* par le chef de la *Polícia Civil* (Police judiciaire), Allan Turnowksi [[4](http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html#nb4)]. Selon lui « entrer dans le Complexo do Alemão, ou dans le bidonville de Rocinha, n’a jamais été un problème pour la police. Nous avons toujours su comment entrer. Le problème était d’avoir les effectifs pour rester ». Si dans le passé, la priorité était de mettre en prison les barons de la drogue, l’objectif aujourd’hui est d’affaiblir leur base économique. « Notre logique n’est actuellement pas courir après le trafiquant, mais de combattre la structure du crime », explique-t-il. Selon lui, « avec le Complexo do Alemão, le Commando rouge (CV) a perdu et l’État beaucoup gagné, parce qu’il leur a pris une grande partie de ce qui est le plus important pour ces gangs, le territoire. C’est là qu’étaient stockées la drogue du CV, ses armes. Le Complexo do Alemão était bien ce que les saisies ont montré : un endroit où les bandits étaient capables de stocker 35 tonnes de marijuana et près de 300 armes. C’était là qu’ils vivaient ou dormaient, avec l’assurance qu’ils n’y seraient pas capturés. C’est terminé, à Rio, maintenant le trafiquant ne dort plus tranquille. Le Complexo do Alemão représentait 60 % de tout ce que le Commando rouge utilisait, armes, drogues et hommes. Ils ont perdu avec lui les principaux grossistes en drogues, qui n’ont plus les mains libres pour agir. Les points critiques étaient le Complexo do Alemão et la Vila Cruzeiro, et l’État a supprimé ces points critiques. Pendant trop longtemps, nous avons travaillé avec la logique d’arrêter les chefs du trafic […] Nous attaquons maintenant **le territoire, les armes et les drogues** ».

**Carte Brésil, Rio de Janeiro : la reconquête des favelas**

Si l’on reporte sur la carte les informations recueillies, y compris celles que livre ici Allan Turnowksi, on perçoit en effet **une stratégie, que le modèle graphique ci-dessous éclaire**. Les premières UPPs ont été créés dans la zone de planification n° 1, aux abords du centre, et dans la zone n° 2, celle qui couvre la Zone Sud, riche et touristique. Elles ont été disposées de façon à couvrir chacune une ou plusieurs des petites favelas qui se nichent sur les *morros*, les mornes tropicaux qui hérissent cette région de relief tourmenté. La conquête de la Vila Cruzeiro et du Complexo do Alemão a inauguré une nouvelle phase, cette de la reconquête des grands ensembles de favelas de la Zone Nord, plus plane et plus pauvre, mais d’où l’on accède facilement au centre et qui menace la route vers l’aéroport. L’offensive de 2011 visait à reprendre le contrôle de la Rocinha, aux confins de la zone 4, puis de celle-ci, où la croissance rapide des favelas fait de l’ombre aux nouveaux quartiers chics de la Barra da Tijuca. La zone n° 5, pauvre et lointaine, pourra attendre…

**C’est pas du cinéma, mais ...**

Le cas de Rio de Janeiro est aujourd’hui source d’inspiration pour les cinéastes brésiliens et étrangers car il est emblématique de conflits qui marquent [les grandes villes brésiliennes](http://www.diploweb.com/La-politique-etrangere-bresilienne.html). Ils y sont non seulement plus violents, mais aussi plus visibles dans le paysage de la ville, en raison de **l’entremêlement inextricable des favelas et de la ville**, favorisé par la topographie et le peu d’espace disponible entre la mer et les mornes. Mais il est clair qu’il existe aussi ailleurs dans le pays, en raison de l’extrême inégalité sociale qui continue à être un de ses traits distinctifs, malgré [les politiques de redistribution](http://www.diploweb.com/Bresil-du-clientelisme.html) entamées sous les deux mandats présidentiels de Fernando Henrique Cardoso et systématisés sous ceux de Luís Inácio Lula da Silva. Toutes les capitales d’États fédérés connaissent conflits plus ou moins larvés, à commencer par São Paulo, où les favelas sont à la fois plus grandes et plus peuplées qu’à Rio de Janeiro, même si la proportion qu’elles représentent dans la population urbaine est moindre. Ils y sont seulement moins visibles et moins violents, car la proximité des quartiers riches et pauvres y est moindre, et les autorités locales et nationales se préoccupent moins d’en reprendre le contrôle.

# Le Brésil émergent, un géant du XXIe siècle ?

Par [**Axelle DEGANS**](http://www.diploweb.com/_Axelle-DEGANS_.html), le 21 avril 2012

Agrégée d’histoire, est auteur du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d’histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales

**Pays des cycles économiques, le Brésil faisait figure, il y a peu encore, de grand pays du Tiers Monde. Ce géant latino-américain passe du "jaguar" au "grand émergent" et incarne peut-être même l’avenir du monde dans des domaines stratégiques. Cette émergence contribue au basculement du monde, les lignes bougent en sa faveur.**

**Un pays qui dispose de nombreux atouts**

**L**E BRESIL est un*géant tropical*, il couvre 47% de l’Amérique du Sud à lui seul. Il s’inscrit donc dans les « grands » pays après la Russie, le Canada, la Chine et les Etats-Unis. Cette immensité est longtemps un handicap comme le révèle l’occupation humaine essentiellement littorale jusqu’à l’intériorisation avec la création de Brasilia au début des années 1960. Elle devient un atout en termes de profondeur stratégique et de possibilités hors normes.

La richesse du Brésil est d’abord minérale avec 8% des réserves mondiales de minerai de fer (principale ressource du pays), 12% des réserves mondiales de bauxite, mais aussi du manganèse, du chrome, du zinc, du cuivre, du plomb, du nickel du tungstène… Le projet de la « Grande Carajas » des années 1980 exploite l’un des plus grands gisements mondial de minerai dont la teneur en fer est exceptionnelle, et contient aussi plus marginalement du cuivre, du nickel, de la bauxite, de l’étain… Cette image d’eldorado, le Brésil la doit aussi aux diamants et à l’or.

Il dispose de produits énergétiques : charbon, gaz naturel et même pétrole pour lequel il est autosuffisant dès 2006. Il met en valeur de façon marginale des schistes bitumineux (Paraná). L’hydroélectricité est un vrai atout, [le Brésil](http://www.diploweb.com/La-politique-etrangere-bresilienne.html) ayant tiré parti de son exceptionnel potentiel grâce à la mise en service des centrales d’Itaipu sur le Paraná (à la frontière avec l’Argentine et l’Uruguay) et de Tucurui sur le Rio Tocantins en Amazonie.

L’abondance des terres et la variété climatique sont les bases de « *la ferme du monde* » même si la pauvreté des sols tropicaux est un handicap. Le Brésil est devenu un géant agricole. Il est un grand producteurde canne à sucre, de soja , de maïs, d’agrumes, de riz, mais aussi de café, de blé, les productions sont aussi animales : 204 millions de têtes de bovins, des ovins, des poulets

La population brésilienne est métissée, issue en grande partie de l’immigration européenne et africaine. Avec un accroissement démographique de 1%, cette population est encore dynamique et optimiste car selon l’enquête du Pew Research Certer (2011) 50% des Brésiliens croient en l’avenir contre 26% des Français. Un optimisme qui pousse à consommer et participer à l’affirmation du Brésil en tant que grande puissance… Au Brésil, on pense que « *Dieu est brésilien* ».

**Ses performances économiques sont un support à des ambitions géopolitiques**

Il est un leader dans le secteur agroalimentaire avec CUTURALE pour le jus d’orange ou BRASIL FOODS pour la production de la viande de volaille et de porc. Son expertise dans les agrocarburants (éthanol à partir de canne à sucre) est bien connue.

PETROBRAS, symbolise un capitalisme brésilien triomphant, réalise en septembre 2010 à Wall Street et Sao Paulo la plus forte augmentation de capital de l’histoire (51,7Md de $), et s’affirme auprès des Majors anglo-saxonnes du pétrole.

Le Brésil est aussi un géant de la production des minerais avec VALE (ex CVRD), 2ème entreprise mondiale de son secteur rivalisant avec BHP Billiton. 1er exportateur mondial de fer, cette entreprise est désormais implantée dans 30 pays et emploie près de 120 000 salariés.

Le Brésil est le berceau d’entreprises que le Boston Consulting Group qualifie de « challenger » comme GERDAU (sidérurgie) ou EMBRAER, 3ème constructeur aéronautique mondial.

Après une « *décennie perdue* » pour toute l’Amérique latine, le président de la République fédérative du Brésil Fernando Cardoso améliore les indicateurs économiques (l’inflation, croissance économique moyenne de 2.7% entre 1990 et 2002). En 2002, Luiz Inacio Da Silva « Lula » est élu à la tête du pays, cet ancien ouvrier métallurgiste, fils de paysan, incarne l’aventure collective de tout un peuple. Ce 1er président brésilien de gauche choisit la voie de l’orthodoxie économique qu’il double d’une politique sociale en faveur des plus démunis avec les programmes de « *Fome zero* » pour améliorer l’accès à l’alimentation des plus pauvres (programme récompensé par la FAO car la malnutrition a reculé de 70%) et de la « *Bolsa familia* » (12$ par mois par enfant scolarisé, concerne 12 millions de ménages). Le salaire minimum est, lui, augmenté de plus de 50%, le Brésil vit la plus forte réduction de [la pauvreté](http://www.diploweb.com/Rio-de-Janeiro-favelas-enjeux-d.html) de son histoire.

La force de la croissance chinoise explique aussi les performances économiques brésiliennes. Par l’importance de ses achats, Pékin contribue à l’enchérissement du cours des matières dont le Brésil est riche et qu’il lui vend. La situation économique s’améliore, le Brésil peut alors rembourser par anticipation ses dettes envers le FMI, belle revanche sur les années 1980. La croissance économique moyenne depuis 2005 se situe autour de 5%, et 7,5% en 2010 mais 3,8% en 2011. Le FMI prévoit 3,5% pour 2012 et 2013. Les fondamentaux économiques sont solides, le pays apparait comme « sûr » pour les investisseurs.

Ses résultats économiques, combinés à [la politique](http://www.diploweb.com/Bresil-du-clientelisme.html) sociale provoquent l’accroissement de la classe moyenne qui représenterait aujourd’hui 50% de la population brésilienne (selon l’étude de la fondation Getulio Vargas). La hausse durable de la consommation (facilitée par un recours plus facile au crédit) et l’expansion du marché intérieur génèrent de nouveaux emplois… un cercle vertueux donc.

Après l’échec du modèle autocentré, le Brésil s’ouvre au monde. Sa bonne santé économique l’aide à être perçu, et à se percevoir lui-même, comme un « gagnant » de la mondialisation, **à Brasilia la crise actuelle a même été qualifiée de «  *vaguelette*  » !**

Puissance démographique, cœur du MERCOSUR, le Brésil fait figure de leader d’une Amérique du Sud stabilisée, Lula en étant l’incarnation bien plus qu’Hugo Chavez.

Les déplacements diplomatiques de Lula sont très nombreux au Nord comme au Sud. Le Brésil active ses liens avec le monde lusophone et valorise ses racines africaines tout en s’affichant comme un « grand » émergent appartenant aux BRIC’s.

**Le Brésil a-t-il seulement les moyens d’être un des leaders du XXIème siècle ?**

La stature internationale du Brésil passe d’abord par une bonne assise régionale. Lula s’est rapproché de H. Chavez et s’est engagé dans l’UNASUR (Union des nations sud-américaines). Cette priorité donnée à ses voisins permet à Brasilia d’animer une position de fermeture face au projet de ZLEA.

Lula œuvre beaucoup à la coopération Sud-Sud. En 2003, T. MBEKI, Lula et M. SINGH fondent une alliance, ISBA, entre des puissances émergentes, multiculturelles et démocratiques. Leur fronde à l’OMC à CANCUN en 2003 face à l’Union européenne et aux Etats-Unis est un succès.

En 2009, une nouvelle alliance se concrétise, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) « *aristocratie émergente dont le but est de se faire coopter par les pays développés au détriment d’autres pays rivaux* » (Z. LAÏDI). Il s’agit ici de modifier l’équilibre géopolitique des grandes instances internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale…) en leur faveur. Ce quatuor est pourtant formé de pays que les ambitions rassemblent mais les intérêts séparent.La Chine ne souhaite pas voir le Brésil obtenir un siège au Conseil de sécurité de l’ONU, Brasilia commence à se méfier des « ombres chinoises » qui planent sur le continent sud-américain et le désindustrialisent.

Sans se fâcher avec Washington, Brasilia veut contrer son influence en se rapprochant de l’UE avec laquelle il partage des liens historiques et culturels. Ensemble, ils relancent en 2010 des négociations pour créer la plus vaste zone de libre-échange (750 millions de personnes), alors qu’une coopération militaire et technologique entre la France et le Brésil (50 hélicoptères, 4 sous-marins, la construction d’une base navale près de Rio) lui permet de profiter de transfert de technologie et d’afficher de nouvelles prétentions dans le domaine stratégique, comme la Chine et l’Inde, un hard power.

Le Brésil est un adepte du *soft power*. Il n’y a plus de sommet international sans qu’il y soit invité. Il aspire à jouer un rôle nouveau à l’image de la médiation qu’il mène avec la Turquie sur le dossier du nucléaire iranien, contrant ainsi les EU d’Obama… Dans son discours du 1er mars 2012 face aux chefs d’entreprise, Dilma Rousseff dénonce la « *guerre des monnaies* » en particulier l’avalanche de dollars qui arrive au Brésil et enchérit le real.

Le Brésil serait-il aussi une solution à nos problèmes ? Selon Eike BATISTA (homme le plus riche du pays) *« Le Brésil détient tout ce dont le monde a expressément besoin ».*L’Amazonie peut apparaitre comme une solution. Les firmes pharmaceutiques y recherchent des plantes rares pour guérir l’humanité de ses maux. Les gouvernements successifs ont espérer y trouver une solution pour les paysans sans terre, les laissant défricher une partie de la forêt.  
Le Brésil cultive moins de 10% de sa superficieet reste marqué par l’héritage colonial de la mise en valeur extensive. Le pays peut donc progresser en intensifiant davantage sa production agricole, surtout l’élevage car un bovin dispose en moyenne d’1 ha… Le Brésil dispose d’environ 100 millions d’ha de terres arables non exploitées voire 200 selon d’autres études. Le Brésil, une solution à la crise alimentaire mondiale ?

Le Brésil, une solution dans un monde assoiffé d’énergie ? En 2007 est découvert Pré sal, une nappe longue de 800 km au large de Santos et Rio mais à plus de 7 000 mètres sous l’eau, elle livre son pétrole depuis 2011 et devrait livrer 2 millions de barils/jour vers 2020. Le potentiel en énergie renouvelable est aussi réel pour le solaire ou l’éolien**.**En résumé, « *Dieu a décidé de passer au Brésil, il ne veut plus partir* » Lula.  
 **Une solution pour des sociétés confrontées à des marchés européens en berne ?**

PSA va y doubler son usine pour à terme fabriquer 400 000 voitures par an à Porto Real imitant Toyota, Chevrolet ou Hyundai.

Etre une solution aux problèmes du XXIème siècle est-il suffisant pour être un leader ?

A l’échelle régionale le MERCOSUR semble aujourd’hui bloqué, notamment en raison de l’asymétrie liée au poids du Brésil en Amérique du Sud. Ses voisins dénoncent son attitude impérialiste (colonisation agricole du Paraguay…) et multiplient les accords commerciaux hors-MERCOSUR. **La base régionale du Brésil est donc moins solide qu’il n’y parait**.

Le Brésil peut-il être un acteur global ? Brasilia cherche à obtenir un siège de membre permanent au conseil de sécurité de l’ONU, dépêche ses troupes à Haïti, appartient au G20, aux BRIC’s… . Héraut du multilatéralisme, désendetté envers le FMI, médiateur entre les puissances du Nord et les pays du Sud, « gagnant » de la mondialisation, le Brésil se pose comme un leader du XXIème, et pourtant…

Le Brésil se convertit au multilatéralisme quand cela l’arrange, sinon préfère les relations bilatérales… **Le leadership impose aussi des responsabilités, le Brésil est-il vraiment apte à les prendre ?** Il n’a pas de monnaie capable de remplacer le dollar, il n’a pas non plus encore la capacité de proposer des solutions aux grands problèmes actuels, l’échec sur le dossier iranien le souligne. La hausse récente de son budget militaire ne laisse par pour autant prévoir une substitution à l’armée américaine dans le monde.

L’émergence du Brésil contribue au basculement du monde, les lignes bougent en sa faveur, le Brésil est en passe d’obtenir une meilleure place dans l’architecture mondiale, sans pour autant rechercher un leadership que ni les grandes puissances occidentales, ni la Chine ne sont prêts à lui laisser.

# L’Amérique latine dans un ordre mondial en mutation

Par [**Alain ROUQUIE**](http://www.diploweb.com/_Alain-ROUQUIE_.html), le 18 mai 2011

Directeur de recherche émérite au Centre d’études et de recherches internationales (CERI)-Sciences-Po, ancien directeur des Amériques au ministère des Affaires étrangères (France).

**Géopolitique de l’Amérique latine. Malgré un tronc commun culturel et le parallélisme des histoires respectives des pays, la diversité du sous-continent est une donnée permanente. On constate aujourd’hui l’apparition de deux ensembles géopolitiques distincts et cohérents. La crise actuelle a contribué à cet égard à forcer le trait et à grossir l’image. Au début du XXIe siècle, on voit sans conteste se dessiner deux Amériques latines : une Amérique septentrionale et une Amérique méridionale, qui semblent s’éloigner l’une de l’autre.**

**Dans le cadre de son partenariat avec *La Documentation française*, le*Diploweb.com* est heureux de vous présenter un extrait de *Amérique latine. L’Amérique latine est bien partie*, sous la direction de Georges Couffignal, Collection « Mondes émergents », Documentation française, Direction de l’information administrative et légale, 208 pages, 19,50 euros, mars 2011.**

**U**NE nouvelle distribution du pouvoir est en train de se produire à l’échelle du monde. Elle entraîne une profonde transformation du système international. Elle n’est pas une conséquence simple et passagère de la récession provoquée par la crise des subprimes. Celle-ci a simplement contribué à la rendre visible. Le centre de gravité de la planète change sous nos yeux. La montée en puissance des États émergents menace la suprématie économique des pays développés. L’Amérique latine, évidemment, est partie prenante de ce basculement global. Certains indices spectaculaires semblent l’attester. On a pu voir ainsi, lors du IVe sommet Union européenne-Amérique latine et Caraïbes (Madrid, 17-18 mai 2010), une Europe endettée et en panne accueillir une Amérique latine dynamique et financièrement saine, et un État latino-américain, le Brésil, participer, au moins symboliquement, au sauvetage financier d’un membre de la zone euro, la Grèce.

Peut-on en déduire que l’Amérique latine, qui a commencé à commémorer deux siècles d’indépendance, a changé de statut et assume un nouveau rôle sur l’échiquier international ? Pour répondre à cette question, il convient d’examiner d’abord la perception du sous-continent dans les centres du pouvoir mondial et l’image que la région se fait d’elle-même. Ce texte analyse ensuite l’impact, en Amérique latine, des changements intervenus dans le système mondial, notamment sous l’angle de la structuration de l’espace et des ambitions stratégiques des acteurs nationaux.

**Une nouvelle Amérique latine ?**

Il ne fait aucun doute que la situation de l’Amérique latine n’a jamais été meilleure depuis 1930, il y a donc quatre-vingts ans. À cet égard, cette situation bouscule les clichés et les idées reçues. Trois séries de traits majeurs paraissent configurer cette « nouvelle Amérique latine ». Ce sont la stabilité politique, les avancées économiques et sociales et la capacité de résistance aux chocs externes.

Ce sous-continent, plus connu, jusqu’à la fin des années 1980, pour ses dictatures et son instabilité chronique que pour son respect des constitutions, est celui qui compte aujourd’hui le plus grand nombre de gouvernements représentatifs et de dirigeants élus dans un cadre pluraliste. Jamais, dans son histoire, l’Amérique latine n’a eu autant de régimes démocratiques et pendant si longtemps. Presque un quart de siècle de démocratie, même si la qualité de celle-ci n’est pas partout identique et si de nombreuses menaces planent sur son évolution ici ou là, reflète à la fois la consolidation institutionnelle et les progrès de la citoyenneté. On croit de plus en plus au pouvoir du suffrage dans une région qui a longtemps privilégié la violence politique pour assurer le changement ou pour l’empêcher.

Cette stabilité politique s’est accompagnée, au début du XXIe siècle, de progrès exceptionnels dans le domaine économique et social. Entre 2003 et 2009, les États de la région ont bénéficié d’une phase de forte prospérité. Les taux de croissance, élevés, ont atteint 5 % en moyenne et, même, 8-9 % dans certains pays qui ont particulièrement bien tiré profit de la demande asiatique et de la hausse du cours des matières premières.

La région connaît une forte concentration de la pauvreté. C’est aussi la région la plus inégalitaire du monde, loin devant l’Afrique et l’Asie. Dans ce sous-continent riche, à la fin du XXe siècle, plus de 40 % de la population se trouvait au-dessous du seuil de pauvreté. Si, au XXIe siècle, la pauvreté n’a pas disparu, elle a reculé de manière appréciable, passant de 44 à 33 % de la population. Dans certains pays comme le Chili, elle a été divisée par deux et se situe au-dessous de 15 %. Ce qui signifie que des dizaines de millions de Latino-Américains sont devenus des consommateurs et font désormais partie des classes moyennes. Même en matière d’inégalité, après la poussée des années 1990, on constate également une nette amélioration dans douze pays sur dix-huit.

Le troisième trait pertinent, aux portes du bicentenaire des indépendances, est conjoncturel mais non moins significatif. Il s’agit de la relative résistance de l’Amérique latine, à quelques exceptions près, comme le Mexique, aux conséquences de la crise financière des subprimes.

Cette crise subie, l’Amérique latine n’y a certes pas échappé. Mais elle a montré la capacité de résistance et de réaction de la majorité des États latino-américains face à un choc externe de grande envergure. Ainsi, en Amérique latine, la croissance, après avoir encore connu un bon chiffre en 2008 (+ 4 %), a repris en 2010 après un léger recul en 2009 (- 1,5 %). En 2009, quatre pays ont même enregistré, sur leur lancée, une expansion de 1 à 3 % de leur PIB. En 2010, le taux de croissance devrait se situer autour de 4 % ; les prévisions pour le Brésil dépassent les 7 %. En outre, à la différence des crises qu’on pourrait appeler autochtones, l’Amérique latine n’a pas subi, en 2009, de fuite des capitaux ni d’attaque spéculative contre les monnaies.

Parce que leurs finances étaient en ordre, qu’ils avaient su gérer adéquatement la prospérité du début du XXIe siècle, la plupart des pays ont pu réagir face à la crise de manière contracyclique par des plans de relance et de soutien de la consommation.

Ces trois séries de données modifient de toute évidence la conscience qu’ont d’eux mêmes les pays d’Amérique latine et, surtout, leur statut et leur place dans la stratification internationale de l’après-Guerre froide. En effet, ces États n’étaient guère respectés sur la scène diplomatique lorsqu’ils étaient gouvernés par des dictatures violentes, qu’ils étaient accablés par une dette extérieure ingérable et subissaient une inflation galopante. Ils sont maintenant reconnus, ce dont semble témoigner, par exemple, l’admission, au sein d’un G20 issu de l’élargissement du G7, des trois grands pays de la région, l’Argentine, le Brésil et le Mexique. Cette « ouverture » du club des pays riches signifie, entre autres, que les États d’Amérique latine, dans leur diversité, sont peut-être devenus indispensables pour orienter la sortie de la récession engendrée par la crise apparue en 2008 et pour légitimer les concertations multilatérales en vue d’améliorer la gouvernance mondiale.

Ce nouveau regard porté sur une Amérique latine dont on reconnaît désormais la maturité n’est pas simplement une source de prestige. Il s’est accompagné de retombées concrètes. Un certain nombre d’États de la région ont ainsi acquis un poids spécifique et des marges de manoeuvre significatives leur permettant de diversifier leurs relations extérieures et de défendre leurs intérêts nationaux avec détermination. Cette autonomie de décision souveraine est particulièrement illustrée par l’échec du projet de zone de libre-échange des Amériques (ou Área de libre comercio de las Américas, Alca) proposé par les États-Unis en 1994. Le Brésil et l’Argentine ont courtoisement mais fermement rejeté (et enterré) le grand dessein panaméricain au sommet des Amériques de Mar del Plata (Argentine), en 2005. L’Alca n’est pas « réapparue » au sommet suivant, tenu à Trinidad-et-Tobago en 2009. Par ailleurs, la signature d’accords commerciaux et de libre-échange avec l’Union européenne et des pays d’Asie, la présence active d’États latino-américains dans l’Association Asie-Pacifique pour la coopération économique (Apec), le rôle décisif de la Chine, devenue le deuxième partenaire commercial du sous-continent, dans le dynamisme économique de l’Amérique du Sud témoignent de l’ampleur des changements intervenus. Le temps d’un « hémisphère fermé dans un monde ouvert » dont rêvait le Département d’État dans l’immédiat après-guerre est totalement révolu. Le mythe de la « famille américaine » ne fait plus recette.

Mais il est vrai que l’Amérique latine a cessé d’être, au XXIe siècle, une priorité pour la puissance hégémonique. Washington, en effet, manifeste peu d’intérêt à l’égard d’un sous-continent qui passait naguère pour constituer tout entier son arrière-cour.Certes, les États-Unis se trouvent confrontés, à l’issue de deux conflits armés, à un Moyen-Orient menaçant et, maintenant, à des problèmes économiques et sociaux intérieurs d’une extrême gravité. L’Amérique au-delà du Rio Bravo apparaît ainsi comme un angle mort de la politique extérieure nord-américaine. À moins que l’Amérique latine soit devenue, dans l’impitoyable compétition mondialisée, le « continent oublié », comme le pense Michaël Reid.

**Globalisation et présence internationale**

Les États d’Amérique latine n’auraient-il conquis une respectabilité internationale sans précédent que pour cesser de figurer parmi les priorités de leurs partenaires naturels ? Assurément, s’agissant des États-Unis, l’importance que ceux-ci accordent à leurs voisins méridionaux est, comme on le sait, discontinue. Les phases d’intervention alternent avec celle de benign neglect voire d’« inattention » tout court, notamment en fonction des impératifs de sécurité de Washington.

De fait, c’est l’arrivée de la Guerre froide dans la région et les convulsions de l’isthme centre-américain qui avaient inscrit l’Amérique latine sur la carte géopolitique du monde et donné un pouvoir d’influence inédit à ses États. Rappelons que ce sont des raisons politiques qui ont amené l’Europe communautaire à s’intéresser institutionnellement à l’Amérique latine dans les années 1980. En 1984, le premier « dialogue », celui de San José (Costa Rica), avait pour objectif d’appuyer une solution pacifique et négociée dans le cadre des conflits centre-américains alors que les États-Unis voulaient éliminer militairement les mouvements révolutionnaires régionaux, au risque de provoquer un embrasement général et de déstabiliser les fragiles démocraties restaurées d’Amérique du Sud. Le « dialogue » bi-régional qui s’est depuis lors étoffé est né de cette inquiétude européenne.

On ne peut éviter de supposer que, avec la fin de la Guerre froide et le rétablissement de la paix en Amérique centrale, l’Amérique latine a été en quelque sorte rétrogradée dans l’échelle des priorités internationales des « grandes puissances ». Il n’est pas interdit de penser, en effet, qu’une région démocratique, pacifique, dénucléarisée et largement désarmée intéresse moins et a moins de moyens d’influence qu’une région ou des États qui présentent des caractéristiques diamétralement opposées. En effet, tous les États latino-américains ont maintenant ratifié le traité de Tlatelolco de 1967 et renoncé à l’arme nucléaire. Quant aux dépenses militaires, elles sont faibles dans tous les pays du sous-continent au regard de celles des États asiatiques ou de certains pays européens.

Il est indéniable, par ailleurs, que l’Amérique latine du Second Centenaire attire moins que celle du Premier. En effet, lors de la « première mondialisation » (1880-1918) la région faisait figure d’Eldorado pour les capitaux et les hommes. Or, il semble bien que la mondialisation d’aujourd’hui lui soit infiniment moins favorable. À en juger notamment par le sens des flux migratoires. Entre 1860 et 1930, l’Amérique latine a drainé des millions d’immigrants, surtout européens. L’Argentine en a accueilli 3,5 millions et le Brésil 5,6 millions, pour ne mentionner que ces deux destinations privilégiées. Depuis la fin du XXe siècle, ce sont des millions de Latino-Américains qui émigrent vers les pays industrialisés. Aux États-Unis, les Latinos sont désormais plus nombreux que les Afro-Américains. L’émigration, dans certains pays du sous-continent, concerne 10 % de la population active ; les transferts financiers en provenance des travailleurs émigrés représentent jusqu’à 15 % du PIB national.

Par ailleurs, la mondialisation contemporaine caractérisée par la circulation accélérée des produits financiers et industriels et par l’universalisation des chaînes de production ne favorise pas non plus l’Amérique latine. Cette « guerre commerciale de tous contre tous » est en effet aux antipodes de la confortable « division internationale du travail » de la Belle Époque, qui a présidé à la première réussite économique de la région. Car, dans le nouveau contexte du XXIe siècle, l’Amérique latine prise en bloc n’est pas la mieux placée. Sa participation aux échanges mondiaux est relativement modeste et, surtout, presque stable. Elle était de 4 % en 1980 et ne dépasse guère 5 % en 2008 (à peu de chose près la part de l’économie française), tandis que l’Asie multipliait par quatre sur la même période sa contribution ; ce qui, évidemment, ne reflète pas la richesse de la région en ressources naturelles et humaines.

Ce sous-continent est d’ailleurs prisonnier de son succès initial en tant que fournisseur de matières premières et de produits agricoles. En effet, conformément à une logique d’extraversion et d’« avantages comparatifs », les pays d’Amérique latine se sont industrialisés sous la contrainte de la conjoncture pour satisfaire leur marché intérieur. Ils se sont ainsi dotés d’industries très protégées et peu compétitives. Tandis que, à partir des années 1970, le commerce international devenait le principal moteur de la croissance mondiale et que certains pays asiatiques mettaient en oeuvre des politiques de promotion des exportations industrielles, l’Amérique latine restait pour l’essentiel fidèle au modèle d’industrialisation « substitutive » dont la productivité régressait inexorablement.

Les principaux États du sous-continent possèdent certes un tissu industriel diversifié, parfois très intégré, de l’industrie lourde aux produits finis. Mais l’héritage du « développement autocentré » a marqué leur histoire économique récente. Et les solutions adoptées pour surmonter les distorsions d’économie fermée n’ont pas toujours donné les meilleurs résultats. Les traitements de choc libéraux et les ouvertures unilatérales ont parfois entraîné la destruction d’une partie de l’appareil industriel sous l’impact des importations (comme en Argentine entre 1976 et 1983, puis de 1990 à 2000) ou ont abouti à la mise en place de systèmes de soustraitance manufacturière très dépendants et à très faible valeur ajoutée nationale (les maquiladoras mexicaines, par exemple).

C’est pourquoi, à quelques notables exceptions près, le sous-continent exporte encore pour l’essentiel des produits primaires plus ou moins transformés. La récente prospérité tirée par la demande chinoise n’a pas favorisé la diversification du commerce extérieur vers des produits de moyenne ou haute technologie. Ainsi, 70 % des exportations du Brésil vers la Chine, devenue son premier marché, sont constituées de produits agricoles ou de minerais. Ce qui n’est guère préoccupant pour le géant brésilien pourrait l’être dans certains pays sud-américains moins complexes, qui courent le risque de la mono-exportation et de la volatilité extrême des cours internationaux des matières premières. Ainsi, en Argentine, certains voient avec inquiétude leur pays devenir une « République du soja » en sacrifiant tout au « produit-roi » du moment [[1](http://www.diploweb.com/L-Amerique-latine-dans-un-ordre.html#nb1)]. Les modèles économiques n’ont pas, il est vrai, un impact direct sur la stratification internationale et encore moins sur l’action extérieure des États. Mais ils contribuent néanmoins à l’attractivité de ces derniers, à la continuité de leurs moyens et, partant, à leur place sur l’échiquier mondial. Cependant, sur cette toile de fond, il convient de recourir à d’autres approches pour rendre compte d’une région plurielle.

**Restructuration de l’espace et ambitions stratégiques**

Malgré un tronc commun culturel et le parallélisme des histoires respectives des pays, la diversité du sous-continent est une donnée permanente. On constate aujourd’hui l’apparition de deux ensembles géopolitiques distincts et cohérents. La crise actuelle a contribué à cet égard à forcer le trait et à grossir l’image. Au début du XXIe siècle, on voit donc sans conteste se dessiner deux Amériques latines : une Amérique septentrionale et une Amérique méridionale, qui semblent s’éloigner l’une de l’autre.

Au Nord, le Mexique, l’Amérique centrale (Panamá compris) et la Caraïbe sont économiquement et politiquement tournés vers les États-Unis, principal marché, premier investisseur, pôle d’attraction de leurs travailleurs migrants comme de leurs classes moyennes et source de leurs références intellectuelles. Des accords de libre-échange sont venus en quelque sorte institutionnaliser et verrouiller cet « exclusivisme », qui dépasse l’économie et configure une relation de dépendance Nord-Sud librement assumée. En effet, les pays de la zone ont souhaité s’assurer, par des traités de libre-échange, l’accès au plus grand marché du monde. C’est ainsi que, après l’entrée en vigueur en janvier 1994 du traité créant la Zone de libre-échange d’Amérique du Nord (Alena-Nafta) qui associe le Canada et le Mexique aux États-Unis, les États d’Amérique centrale et la République Dominicaine (qui s’est jointe à eux) ont signé et ratifié en 2005 le Central America Free Trade Agreement (Cafta-DR).

La crise financière de 2008 et la récession internationale qui l’a suivie n’ont donc pas, loin de là, provoqué cette dérive géopolitique, mais elles l’ont révélée plus clairement. Ainsi, le Mexique qui, depuis l’entrée en vigueur de l’Alena, envoie plus de 80 % de ses exportations à son grand voisin du Nord contre moins de 70 % auparavant, a vu en 2009 son PIB reculer de 7 %. À titre de comparaison, au Brésil, dont le marché des États-Unis n’absorbe que 15 % du commerce extérieur, la crise n’a eu pour conséquence qu’une croissance nulle. Si l’on examine la forte contraction de l’économie mexicaine, on remarque que celle-ci s’explique par une accumulation de facteurs en provenance du marché nord-américain. À la baisse des revenus pétroliers, se sont en effet ajoutés l’effondrement des exportations industrielles et agricoles, le recul des transferts des émigrés, le tarissement d’un tourisme essentiellement américain.

Les États d’Amérique du Sud, pour leur part, en raison de leur situation géographique et de leurs ressources, ont dans l’ensemble, à quelques exceptions près comme le Venezuela, des relations commerciales pluralistes. La plupart d’entre eux sont liés à l’Europe et à l’Asie. Ils bénéficient d’une plus grande autonomie économique et politique que leurs voisins du Nord. À la différence des États septentrionaux, les grands pays sud-américains, Brésil puis Argentine, ont manifesté une totale hostilité à l’extension de l’Alena à l’ensemble du sous-continent. Afin de défendre leurs intérêts économiques et notamment agricoles ils ont bloqué le projet de l’Alca.

Les États sud-américains, qu’ils y parviennent ou non, cherchent généralement à diversifier leurs marchés extérieurs. Ce qui n’exclut nullement les États-Unis mais est manifestement incompatible avec des quasi-monopoles. Le modèle est, à cet égard, comme à bien d’autres, le Chili, dont le commerce extérieur se divise en gros en quatre parts presque égales entre l’Asie, l’Europe, l’Amérique du Nord et l’Amérique latine. Mais, désormais, l’évolution de l’Amérique du Sud voire son destin sont étroitement liés à l’ascension du Brésil, qui représente à lui seul plus de 50 % du PIB de la région.

Le Brésil démocratique, fort du poids de son économie, de sa stabilité et de l’attrait de son vaste marché intérieur tente depuis 2000 de fédérer ses voisins et de construire avec eux un vaste ensemble dont il serait le centre et, sans doute, le principal bénéficiaire. Depuis le premier sommet sud-américain convoqué à Brasilia le 1er septembre 2000, les gouvernements successifs se sont efforcés de rapprocher et de fusionner les deux processus d’intégration existants, le Mercosur et la Communauté andine des Nations.

À Cuzco (Pérou), en décembre 2004, a été fondée une Communauté sud-américaine des Nations rassemblant ces deux « blocs » auxquels sont venus se joindre les troisÉtats, dont le Chili, n’appartenant à aucun des deux ensembles (les deux autres étant la Guyana et le Surinam). En mars 2008, celle-ci est devenue l’Union des nations sud-américaines (Unasur). On a pu se demander s’il s’agissait d’un élargissement des intégrations en cours et en crise ou de leur dilution dans une union disparate. En fait, l’Unasur est un projet plus politique qu’économique et commercial. Ses deux programmes majeurs portent sur la défense et les infrastructures routières. L’Initiative d’intégration de l’infrastructure régionale d’Amérique du Sud (Iirsa) a pour tâche de construire des voies de transport terrestre bi-océanique. En effet, dans un espace sud-américain très fragmenté, il n’existe pas encore de liaison routière Est-Ouest consolidée. Par ailleurs, le Conseil de défense sud-américain est destiné à assurer sans ingérence extérieure la paix régionale et une sécurité indépendante du sous-continent.

# La Chine puissance mondiale ?

Par [**Zongxia CAI**](http://www.diploweb.com/_Zongxia-CAI_.html), le 22 septembre 2013

Professeur à l’Institut de Géographie et des Ressources Naturelles, Académie des Sciences de Chine, Pékin, République populaire de Chine. Professeur invité à l’Université de Nankin, Chine.

**Pour le Pr Z. Cai, la Chine présente clairement une caractéristique dualiste : en Chine tous les succès de développement divisés par 1,3 milliard d’habitants deviennent très faibles… et tous les problèmes socio-économiques, multipliés par 1,3 milliard d’habitants deviennent très grands. La Chine reste encore un pays en voie de développement, loin d’être une puissance mondiale. La Chine est plutôt un pays grand qu’un pays puissant.**

**Le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter cet article inédit dans le cadre de son partenariat avec le 24ème Festival International de Géographie : "La Chine, une puissance mondiale", 3 au 6 octobre 2013, Saint-Dié-des-Vosges.**

**L**E 24ème Festival International de Géographie aura pour thème et pays invité : “[La Chine](http://www.diploweb.com/-Chine--.html), une puissance mondiale”. En tant que géographe chinois, j’en suis très honoré et reconnaissant. Cependant, je préfère ajouter une interrogation sur ce thème : “**La Chine est-elle vraiment une puissance mondiale ?**", car il existe différentes réponses à cette question.

**Des points de vue différents selon l’origine géographique**

Selon des enquêtes par sondage, 80 % des étrangers enquêtés répondent positivement à cette question, pour les raisons suivantes :

. [La Chine](http://www.diploweb.com/Chine-cyberstrategie-l-art-de-la.html) occupe le 2ème rang mondial par son PIB depuis 2010 (8 300 milliards de dollars). Depuis les années 1980, [la Chine](http://www.diploweb.com/La-Chine-en-Arctique.html) a connu, grâce à la politique de réforme économique et d’ouverture, [une croissance économique rapide et continue, en moyenne de 10 % par an depuis plus de dix ans ; à 7,8 % en 2012 et à 7,5 % prévus en 2013](http://www.diploweb.com/Chine-Shanghai-megalopole-en.html). En 2010, Le PIB de **la Chine représente environ 10 % du PIB mondial**. On estime que cette proportion va atteindre à 40 % en 2040 (selon Robert William Foger, Prix Nobel d’économie 1993). Cela montre que la Chine possède un grand potentiel de développement.

*Chine, Shanghai. Venus de toute la Chine, attirés par « la promesse de Shanghai », les Mindong, ces ouvriers temporaires souvent non qualifiés et déracinés qui vivent dans des conditions modestes, côtoient les nouveaux seigneurs de la Chine contemporaine qui peuplent les tours qu’ils ont sorties de terre.* *© Photo extraite d’un*[*reportage de Barthélémy Courmont, "Shanghai, mégalopole en croissance accélérée"*](http://www.diploweb.com/Chine-Shanghai-megalopole-en.html)

. Ayant 1,3 milliards d’habitants, [la Chine](http://www.diploweb.com/Relations-franco-chinoises.html) est riche en ressources humaines et dispose d’un vaste marché intérieur, susceptible de la protéger lors de crises économiques mondiales.

. Avec un territoire très étendu (9,6 millions de km2) et diversifié, [la Chine](http://www.diploweb.com/Une-Chine-post-totalitaire.html) est riche en ressources naturelles, favorables à son développement socio-économique, comme les ressources en terres, en eau, en énergie et minerais qui figurent pour beaucoup parmi les premiers rangs mondiaux.

. [La Chine](http://www.diploweb.com/La-paysannerie-chinoise-talon-d.html) fait partie des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l’ONU. Le rôle joué par la Chine devient de plus en plus important dans les affaires politique et économique mondiales et dans l’assurance de la paix du monde.

En revanche, **80 % des Chinois enquêtés répondent par la négative** à la question posée pour les raisons suivantes :

. [**La Chine**](http://www.diploweb.com/Chine-nouvelle-et-China-Bashing-En.html)**se trouve à la 87ème place dans le monde par son PIB / habitant et à la 109ème place pour son revenu/habitant.** Actuellement [en Chine le PIB/habitant représente seulement à 6 000 dollars](http://www.diploweb.com/Chine-de-la-puissance-economique-a.html), tandis que les pays développés doivent avoir en moyenne un chiffre supérieur à 10 000 dollars, celui des Etats-Unis et du Japon étant supérieur à 40 000 dollars. [La Chine reste donc un pays en voie de développement](http://www.diploweb.com/Chine-Les-trente-ans-qui-ont.html), loin d’être un pays développé. Bien que le chiffre absolu du PIB de la Chine dépasse celui du Japon, le PIB/habitant de la Chine ne correspond qu’à 1/10e de celui du Japon, car la population chinoise est 10 fois plus nombreuse que celle du Japon.

. [**La Chine**](http://www.diploweb.com/Strategie-maritime-chinoise-quelle.html)**est un pays relativement pauvre en**[**ressources naturelles**](http://www.diploweb.com/Geopolitique-et-matieres-premieres.html)**par habitant, notamment en ressource de terres, en eau et en**[**énergie**](http://www.diploweb.com/Gaz-geopolitique-et-prospective.html)**.**

**Terres et eau**

Analysons la ressource de terre et en eau comme deux exemples.

[La Chine](http://www.diploweb.com/Chine-une-marine-modernisee.html) dispose de 7 % des terres cultivées du monde, mais ces terres doivent nourrir 1,3 milliards de personnes, soit 21 % de la population mondiale. En Chine, les terres cultivées se trouvent dans une situation de surexploitation et de dégradation. Au fut et à mesure du développement économique, notamment de l’industrialisation, de l’urbanisation accélérée et de la modernisation des infrastructures etc., les terres cultivées sont soumises à une forte consommation et menacent de diminution. Actuellement les terres cultivées par habitant ne représentent que 0,11 hectare /personne, c’est une tendance inquiétante.

Avec une superficie de 9,6 millions de km2 et plus de 50 000 cours d’eau dont la superficie du bassin versant dépasse 100 km2, [la Chine dispose de ressources en eau considérables](http://www.diploweb.com/L-eau-en-Chine.html). La quantité totale des ressources hydriques atteint environ 2 812,4 milliards de m3, soit 5,8 % de celles du monde. C’est ainsi que la Chine est classée par ses ressources en eau au 6ème rang, après le Brésil, la Russie, le Canada, les Etats-Unis et l’Indonésie. Cependant, compte tenu de l’importance de sa population, les disponibilités *per capita*s’avèrent très limitées. De plus, [la répartition très inégale des ressources en eau dans l’espace](http://www.diploweb.com/Chine-Mobilisation.html) et le temps, et par rapport à la population et aux terres cultivées, pose actuellement de grands problèmes pour le développement durable du pays. **La pénurie d’eau dans les villes chinoises est de plus en plus marquée**, notamment en Chine du Nord : par exemple dans la ville de Pékin, la ressource en eau par personne est seulement de 328 m3/an. Face à l’insuffisance des [ressources en eau](http://www.diploweb.com/Relations-internationales-09-2013.html) se pose la question de l’amélioration de leur gestion, et notamment de la lutte contre la pollution et le gaspillage de l’eau en milieu rural et urbain. Plusieurs mesures ont été prises, comme la réalisation du transfert de l’eau du Sud (bassin du Yangzi) vers le Nord (grande plaine de la Chine du Nord) et des opérations d’aménagement destinées à économiser l’eau agricole, industrielle et domestique.

**La Chine face à de nouveaux défis démographiques**

Depuis sa fondation, la Chine a connu deux périodes très différentes en matière de politique démographique.

Entre 1949 et 1974, c’était la période de la politique nataliste. Mao et son gouvernement ont encouragé les naissances. Les conséquences ont été néfastes : explosion de population, forte crise démographique, avec un taux d’accroissement naturel de 33 pour 1 000 en 1963 (record historique en Chine).

En 1974, la Chine a commencé le planning familial fondé sur la politique « un couple deux enfants », et depuis 1978 sur celle de l’enfant unique pour les citadins.

Après une trentaine d’années d’application de la politique de l’enfant unique, on estime que [la Chine](http://www.diploweb.com/Chine-minorites-du-Guizhou.html) a évité 400 millions de naissances. C’est un grand succès que d’avoir ainsi pu réduire la pression démographique pour la Chine elle-même, mais aussi pour le monde.

Cependant de nouveaux problèmes démographiques se posent :

. [Le vieillissement accéléré de la population : depuis l’an 2000, la Chine a commencé à entrer dans une société de vieillissement](http://www.diploweb.com/Chine-vers-un-nouvel-enlevement.html). On estime qu’il y aura 200 millions de personnes âgées de 60 ans et plus en 2015, soit 1/5è des personnes âgées du monde ; et 250 millions en 2020. Le pic aura lieu en 2050 avec 400 millions de personnes âgées. Ce sera une lourde charge pour l’État chinois.

. Le déséquilibre du sexe ratio à la naissance : 118,06 garçons pour 100 filles.

. La modification profonde des structures familiales et des traditions sociales à cause de la politique de l’enfant unique.

. Les problèmes d’éducation psychologique pour l’enfant unique, souvent trop gâté et fragile.

. D’ici à 2050 la superposition de trois pics démographiques : population totale, population active et population âgée.

En plus, [la Chine](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html) fait face à d’autres problèmes démographiques :

. L’exode rural très fort et la mobilité de la population entraînent beaucoup de problèmes sociaux.

. A l’heure actuelle, le [développement économique du pays](http://www.diploweb.com/Chine-une-marine-modernisee.html) dépend surtout du niveau de qualification de la population, et non seulement du volume total de la population. La Chine doit renforcer le budget de l’éducation de la population qui reste actuellement faible par rapport aux pays développés. Il faut également continuer la reforme de la structure économique, et passer d’un modèle fondé sur l’intensité de la main d’œuvre à un modèle donnant la priorité à l’intensité scientifique et technique pour s’adapter à la concurrence mondiale.

En face de ces nouveaux défis démographiques, la Chine va-t-elle changer de politique démographique ? La politique de l’enfant unique va-t-elle être poursuivie ?

**Défis en séries**

Sous la pression démographique et de l’exploitation économique excessive et sauvage, l’environnement écologique est fortement menacé de dégradation accélérée. Beaucoup de problèmes d’environnement se posent, comme l’érosion des sols, la désertification, la pollution de l’air, de l’eau et du sol etc.

**La désertification.**En Chine, la superficie des déserts et des zones en voie de désertification s’élève à 1,53 millions de km2, soit 27 % de la superficie totale du pays. A cause du changement climatique (réchauffement mondial), et notamment de la surexploitation agricole et du surpâturage, la désertification connaît une accélération à une vitesse à 3 436 km2/an (moyenne des années 1990). Grâce à une série de mesures, comme les grandes opérations de reboisement en Chine du Nord et du Nord-Ouest, les grands travaux de réaménagement des régions désertifiées, l’introduction de nouvelles technologies d’agriculture et d’élevage, la vitesse de la désertification s’est ralentie actuellement à 2 100 km2/an. Cependant tous ces travaux et opérations deviennent très difficiles et coûteux, s’élevant à des milliards de dollars par an.

**L’érosion du sol.**Actuellement on estime que 1/3 des terres cultivées sont menacées par l’érosion, notamment sur le Plateau du lœss et dans le bassin du Fleuve Jaune. Même le fleuve Yangzi, portant un surnom le Fleuve Bleu, devient un fleuve rouge à cause de l’érosion des sols dans son bassin supérieur. Chaque année la perte de sols atteint à 5 milliards de tonnes en moyenne en Chine. Cela entraîne une forte dégradation de productivité des terres cultivées.

**La pollution de l’air, de l’eau et du sol.**La plupart des 500 villes chinoises ont connu des problèmes de pollution de l’air plus ou moins graves, liés à une forte augmentation du parc des voitures privées. Par exemple à Pékin, les habitants souffrent de la pollution de l’air rejetée par 5 millions de voitures ; en plus des tempêtes de poussières en hiver et au printemps provenant des déserts de la Mongolie.

Parmi les sept grands bassins fluviaux du pays, **la moitié des cours d’eau sont pollués**. En Chine, on estime que 800 millions de personnes souffrent plus ou moins d’une eau polluée.

A cela s’ajoutent les déchets mal traités ou non traités pour certaines villes...

**Les problèmes socio-économiques**se multiplient comme l’exode rural, les disparités régionales, les inégalités sociales, l’emploi, la sécurité sociale, l’assurance médicale en milieu rural et la lutte contre la corruption des hauts fonctionnaires etc.

Enfin, [la Chine](http://www.diploweb.com/Chine-consensus-d-Oxford-sur-le.html) doit faire face aux problèmes politico-économiques internationaux, et aux questions de solidarité multinationale, etc. Il s’agit de problèmes très compliqués à résoudre et de beaucoup de difficultés à surmonter.

**En conclusion**, [la Chine](http://www.diploweb.com/Chine-L-impact-des-think-tanks.html) présente clairement une caractéristique dualiste : en[Chine](http://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html) tous les succès de développement divisés par 1,3 milliard d’habitants deviennent très faibles… et tous les problèmes socio-économiques, multipliés par 1,3 milliard d’habitants deviennent très grands. [La Chine](http://www.diploweb.com/Geopolitique-des-emergents.html) reste encore un pays en voie de développement, loin d’être une [puissance](http://www.diploweb.com/La-puissance-n-est-plus-ce-qu-elle.html) [mondiale](http://www.diploweb.com/Geopolitique-les-nouveaux-visages.html). La Chine est plutôt un pays grand qu’un pays puissant.

# La Chine menaçante, vraiment ?

Par [Michel NAZET](http://www.diploweb.com/_Michel-NAZET_.html), le 2 février 2014

Michel Nazet, spécialiste de géopolitique, est diplômé en histoire-géographie, droit et sciences politiques (IEP Paris). Actuellement professeur en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Saint-Michel-de-Picpus à Paris. Auteur de *La Chine et le monde au XXe siècle. Les chemins de la puissance* et*Comprendre l’actualité : géopolitique et relations internationales*, Paris, Ellipses.

**Le pire semble actuellement peu crédible pour au moins trois raisons convergentes, explique Michel Nazet. La Chine a dans le passé toujours fait preuve d’un pragmatisme qui a prévalu sur son activisme tiers-mondiste ou la solidarité socialiste. Elle a intérêt à un apaisement qui de façon automatique ne peut que lui être profitable en raison de l’ombre portée de son influence anticipée et de la possibilité que lui offrent les États-Unis de devenir un « coactionnaire responsable » à l’échelle planétaire. Elle est, enfin, ouverte aux influences occidentales.**

**D**EPUIS ces dernières années les incidents navals provoqués par la République populaire de Chine (RPC) se sont multipliés à une fréquence inusitée [en mer de Chine](http://www.diploweb.com/Japon-Chine-Senkaku-Diaoyu-les.html) [[1](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb1)].

Sans doute en écho aux évolutions géopolitiques actuelles marquées par les difficultés occidentales et a contrario une poursuite de [la montée en puissance chinoise](http://www.diploweb.com/-Chine--.html) qui inquiète, à tort ou a raison, les géopolitologues américains [[2](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb2)], plusieurs œuvres de fiction [[3](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb3)] décrivent ce qui pourrait correspondre à très court terme à « une prise de bénéfice » de la part des Chinois. Dans chacun de ces romans, le but recherché est de faire de [la Chine](http://www.diploweb.com/La-Chine-puissance-mondiale.html) la première puissance mondiale, quitte à déclencher un début de conflit avec [les États-Unis](http://www.diploweb.com/-Amerique-du-Nord--.html).

Récemment, la mise en service d’un nouveau passeport [[4](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb4)] par les autorités chinoises à l’automne 2012, avec une carte controversée en filigrane, a contribué à encore envenimer les relations avec leurs voisins alors que la RPC affiche désormais, depuis le printemps dernier et plus ou moins officiellement [[5](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb5)], des revendications sur Okinawa. Cet été enfin, la dernière session du Shangri-La-Dialogue à Singapour témoigne que « le temps est à l’orage » dans une zone Asie- Pacifique « qui a clairement un grave problème de sécurité » [[6](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb6)].

S’agit-il, de manifestations d’humeur d’une puissance qui se sent territorialement à l’étroit dans sa zone ? Faut-il prendre, à l’âge thermonucléaire [[7](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb7)], les gesticulations chinoises au pied de la lettre ? Sur quel type de conflit risquent-elles de déboucher ?

**Indiscutablement non seulement le discours chinois est devenu menaçant mais ses actes relèvent de l’escalade en mer de Chine**

La politique étrangère chinoise de l’ère Deng Xiaping et de ses épigones était marquée par une extrême prudence illustrée par la célèbre formule « fuir la clarté et rechercher l’obscurité » ou encore le slogan d’ « ascension pacifique » forgée par Zheng Bijian [[8](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb8)], conseiller de Hu Jintao et d’ailleurs assez vite remplacé par la formule officielle, encore moins provocante, de « développement pacifique ».

Le message subliminal consistait à sous-entendre que la Chine privilégiait son développement intérieur par rapport à celui de son outil militaire et qu’elle se ralliait au concert des nations et à un ordre international qu’elle n’avait pourtant pas contribué à mettre en place.

Un véritable tournant a été pris en 2008-2009, lié à la crise des *subprimes* et à l’effondrement consécutif du Consensus de Washington autorisant l’émergence du nouveau Consensus de Pékin.

En effet, après cette date, [Pékin a accru fortement ses dépenses militaires](http://www.diploweb.com/Strategie-maritime-chinoise-quelle.html), a accentué ses pressions territoriales sur [l’Inde](http://www.diploweb.com/-Inde--.html), multiplié les provocations et les incidents en mer de Chine, y compris avec les Américains [[9](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb9)], soutenu la Corée après le torpillage de la frégate sud-coréenne *Cheonan* (février 2010) ou lors du bombardement de l’île sud-coréenne de Yeonpyeong (novembre 2010).

Plus grave sans doute, la Chine semble désormais « saborder sa diplomatie publique » [[10](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb10)] par des positions de plus en plus intransigeantes que ce soit lors de la Conférence de Copenhague ou lors du premier dialogue stratégique et économique entre les États-Unis et la Chine (mai 2010)… ou en privilégiant ouvertement les relations bilatérales, où elle est en position de force, aux négociations multilatérales…

**Une ligne géostratégique peu claire, des résultats contre-productifs, des précédents historiques loin d’être encourageants**

Que veut cette « Chine qui inquiète » [[11](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb11)], comment comprendre son comportement et savoir quel est le prix qu’elle prête à payer pour atteindre son but ?

La réponse à la première réponse est largement connue : la Chine veut, de façon générique, se donner les moyens de son développement afin de « réaliser le rêve chinois », être une puissance reconnue, sinon suzeraine comme elle le fut jadis en Asie, contribuer à façonner un ordre international où elle aurait, avec les autres BRICS, davantage de prérogatives [[12](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb12)].

Les difficultés proviennent des moyens mis en œuvre et qui sont parfois difficiles à décrypter dans la mesure où le pouvoir chinois et son fonctionnement sont devenus, depuis 2002, une boîte noire illisible et incompréhensible, y compris par les spécialistes [[13](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb13)].

Les réponses aux questions suivantes sont moins claires. Les dérapages fréquents proviennent-ils d’une *hybris* chinoise, d’un émiettement de centres de décisions (le ministère des Affaires étrangères, l’Administration océanique d’État, l’Armée populaire de libération et le complexe militaro-industriel, l’influence d’un véritable lobby militariste) qui ont chacun leurs objectifs ?

Un point semble cependant faire consensus. Les dirigeants chinois mettent en œuvre un référentiel diplomatique spécifique qui est l’héritage de rémanences de leur histoire parmi lesquels la résurgence du concept de la *Tianxi*a [[14](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb14)] et le souvenir d’une Asie tributaire de la Chine, les influences du néoconfucianisme triomphant de l’époque Song et de *l’Art de la* *Guerre* de Sun Tzu sont les éléments centraux. Ce dernier, reflet de la période des « Royaumes Combattants » (481-221 av. J.-C.) qui privilégie le machiavélisme, la tromperie et la trahison, la constitution d’alliances instables, l’utilisation de stratagèmes, passe en particulier pour être l’alpha et l’oméga de la stratégie chinoise…  
Cette situation est dangereuse pour au moins trois raisons.

En premier lieu les revendications chinoises sont assez largement fumeuses : aucune n’a de fondement historique véritablement sérieux et « le catalogue des revendications territoriales chinoises est une sorte d’auberge espagnole où le régime peut puiser à sa guise » au gré de son humeur et de sa tactique du moment [[15](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb15)].

Elle apparente ensuite la Chine actuelle à des trajectoires historiques pour le moins inquiétantes qui sont, dans l’ordre chronologique, celles de l’Italie de la Renaissance, de l’Allemagne whilemienne devenue la référence incontournable [[16](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb16)], du Pacifique des années 1920.

Elle est enfin, à l’heure actuelle, très contre-productive suscitant une image de la Chine devenue négative. Elle est incontestablement aussi à l’origine de la réorientation diplomatique et militaire des États-Unis (le pivot) vers l’Asie, provoque la méfiance de la région, est à l’origine d’une coalition en formation autour des États-Unis et de l’Australie et réunissant [un Japon](http://www.diploweb.com/-Autres-pays-.html) qui « se désengage du désengagement », ainsi qu’une bonne partie des États riverains à commencer par le Vietnam [[17](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb17)].

**Alors que la Chine est loin d’avoir les moyens militaires qui pourraient rendre crédible une confrontation avec les États-Unis**

En dépit de l’augmentation de son budget militaire, de [la modernisation de sa flotte navale](http://www.diploweb.com/Chine-une-marine-modernisee.html) et aérienne, les moyens aéronavals chinois sont actuellement très inférieurs en quantité comme en qualité (retard d’au moins d’une génération) aux moyens américains.

Ainsi, les budgets militaires respectifs des États-Unis et de la Chine pencheraient en faveur des premiers dans une fourchette de 5 à 6 en valeur absolue et de 1 à 2 par rapport à leurs PIB respectifs. L’United States Pacific Command dispose d’une série de bases qui encerclent, sauf au Nord, la RPC et sont à l’heure actuelle en capacité de contrôler l’essentiel des eaux du Pacifique en dehors des eaux territoriales chinoises.

Il n’en reste pas moins que la Chine se concentre actuellement, dans un contexte de guerre limitée (qui reste un concept flou et dangereux [[18](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb18)]), sur des stratégies anti-accès en Asie-Pacifique dites A2AD (il s’agit d’interdire ou de retarder à un corps expéditionnaire l’accès aux approches maritimes terrestres et aériennes d’une zone d’action militaire potentielle). À ce titre, elle se dote à l’heure actuelle d’un arsenal tactique respectable avec le J20 furtif, la mise au point de nouveaux missiles et d’un missile balistique « tueur de porte-avions » alors que de 2 à 4 porte-avions et deux SLNE seraient en chantier pour être livrés d’ici 2020 [[19](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb19)].

Cette stratégie pourrait se prolonger par [une guerre dans le cyberespace](http://www.diploweb.com/Chine-cyberstrategie-l-art-de-la.html), par ailleurs théorisée par les Chinois depuis 1999 [[20](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb20)], et qui non seulement y affecteraient près de 10 000 hommes mais testeraient périodiquement les systèmes informatiques américains.

Les États-Unis semblent prendre au sérieux la menace que pourrait représenter la Chine (sans qu’elle soit nommément désignée tout comme [l’Iran](http://www.diploweb.com/-Moyen-Orient-.html) et la [Corée du Nord](http://www.diploweb.com/Coree-du-Nord-livres-a-choisir.html)) « vis-à-vis des intérêts américains et la résilience du système international » au point d’en avoir fait l’un de leurs objectifs prioritaires de leur dernier Examen quadriennal de défense de 2010 [[21](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb21)]. Cela les a en particulier conduits à rénover leur concept d’*Air Land Battle* des années 1980 par le concept [[22](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb22)], qui reste flou, de *Joint Operational Access* (JOAC).

Il n’en reste pas moins que, sans même évoquer Henry Kissinger [[23](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb23)], beaucoup de spécialistes américains, comme Joseph Nye [[24](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb24)], dénient le déclin de la puissance américaine pour aujourd’hui et les décennies qui viennent, alors que Robert Kagan lui-même d’un avis comparable [[25](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb25)], souligne la banalité historique des exigences chinoises qui ne sont que le reflet de leur montée en puissance. Le français Jean-Louis Salaaman pose même la question abrupte de savoir [[26](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb26)], sans y répondre vraiment, si la menace chinoise ne serait pas tout simplement une invention du Pentagone.

**La nouvelle guerre de 14 n’aura pas lieu**

[La Chine d’aujourd’hui inquiète](http://www.diploweb.com/Chine-nouvelle-et-China-Bashing-En.html) et présente une menace suivant un gradient dont l’intensité diminue à mesure que l’on s’éloigne de la mer de Chine [[27](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb27)].

Cette attitude est largement justifiée par un constat sans équivoque qui tient à [la domination d’un Parti-État au fonctionnement et aux visées opaques](http://www.diploweb.com/Une-Chine-post-totalitaire.html), au fonctionnement d’une économie expansionniste et aux possibilités exponentielles, à l’existence de problèmes internes considérables facteurs d’instabilités [[28](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb28)], d’une intégration internationale à la fois minimaliste et excessivement réaliste, et enfin de revendications territoriales et stratégiques à l’échelle du Pacifique occidental qui rappellent les errements japonais des années 1920.

Plus profondément sans doute l’essentiel tient-il au fait [[29](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb29)] que la Chine n’a pas véritablement de système de valeur partagé avec les tenants de [l’ordre international actuel](http://www.diploweb.com/Un-monde-multipolaire-vraiment.html) et que sa politique étrangère est en tension entre un héritage historique qui peut remonter à l’Antiquité, l’interdépendance qui résulte de ses échanges extérieurs actuels, l’anticipation d’une puissance promise pour l’avenir qui l’incite à la tentation d’une sphère d’influence dans la tradition des XIXe et XXe siècles. On y ajoutera que [la Chine, grande puissance](http://www.diploweb.com/La-Chine-puissance-mondiale.html), a largement encore des pratiques qui relèvent de la guerre asymétrique.

Même si cette situation peut déclencher un engrenage susceptible de conduire à une guerre généralisée [[30](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb30)], le pire semble actuellement peu crédible pour au moins trois raisons convergentes.

La Chine a dans le passé toujours fait preuve d’un pragmatisme qui a prévalu sur son activisme tiers-mondiste (en Malaisie ou au Chili à l’époque de Pinochet) ou la solidarité socialiste (en Indochine dans les années 1960) et elle a toujours fait preuve de retenue [[31](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb31)], y compris lors des brefs conflits avec l’Inde (1962) ou le Vietnam (1979).

Elle a intérêt à un apaisement qui de façon automatique ne peut que lui être profitable en raison de l’ombre portée de son influence anticipée et de la possibilité que lui offrent les États-Unis de devenir un « coactionnaire responsable » à l’échelle planétaire.

Elle est enfin ouverte aux influences occidentales depuis le 4 mai 1919 et une évolution vers la démocratie n’y est pas improbable comme le suggère le précédent taïwanais ou y incitent plus ou moins ouvertement des politologues chinois pourtant proches du pouvoir qui appellent le pays à devenir plus transparent, à adopter une attitude plus « humaine », voire à contribuer à promouvoir le principe moral de la démocratie [[32](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb32)].

**Que faut-il craindre à terme ?**

Pour Edward Luttwak [[33](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb33)], la menace potentielle représentée par la montée en puissance de la Chine va être compensée par la force militaire américaine.  
Pour le futur il préconise une stratégie qui a, a priori, le mérite du bon sens.

Il conseille d’abord de mettre en place assez rapidement une résistance géoéconomique qui pourrait consister à réduire les importations chinoises, à limiter les exportations de matières premières vers la Chine pour faire tomber son taux de croissance de 8 à 4 %.

Il préconise ensuite de laisser jouer le temps pour qu’« une Chine pleinement démocratique puisse évoluer sans entrave vers l’hégémonie mondiale… ».

Ce sont semble-t-il les solutions choisies. De façon parallèle à leurs efforts militaires, les États-Unis et [la Chine](http://www.diploweb.com/Chine-consensus-d-Oxford-sur-le.html) se sont lancés dans une course à l’intégration économique [[34](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb34)] et à l’affirmation renouvelée de leur *soft power* [[35](http://www.diploweb.com/La-Chine-menacante-vraiment.html#nb35)].

Il n’est pas interdit non plus à [l’Union européenne](http://www.diploweb.com/-Union-europeenne--.html) d’aller vers d’avantage d’intégration si elle veut avoir un avenir dans le monde qui vient et y peser davantage.

*Copyright Janvier 2014-Nazet/Diploweb.com*

# 

# Afrique : croissance économique, le regain

Par [**Philippe HUGON**](http://www.diploweb.com/_Philippe-HUGON_.html), le 19 juillet 2013

Professeur émérite à Paris Ouest-Nanterre et directeur de recherche à l’IRIS. Membre de l’*Académie des sciences d’Outre-mer*, directeur scientifique de la *Revue Tiers Monde*, il est l’auteur de plus de 20 ouvrages sur l’économie du développement, l’économie internationale et la géopolitique. Ses derniers travaux sur l’Afrique sont l’*Économie de l’Afrique*, La Découverte - Collection Repères (7ème éd.) 2012, *La Géopolitique de l’Afrique*, SEDES, 3ème éd. 2012.

**On caractérise souvent l’Afrique par les termes de " retard " ou de " marginalisation ". On la jauge par des indicateurs internationaux pour en faire un mauvais élève de la classe internationale en termes de croissance économique. Ces indicateurs sont en fait insuffisamment représentatifs des trajectoires multiples suivies par les sociétés africaines et des ruptures en cours depuis le tournant du 21ème siècle.**

**On observe, au-delà des effets de la crise mondiale et du trou d’air de 2009, un taux de croissance moyen supérieur à 5 % pour l’ensemble de l’Afrique et un reclassement géopolitique. Il y a eu conjonction de facteurs exogènes et endogènes. Les trajectoires des 54 pays africains sont, au-delà de cette tendance moyenne, très contrastées. La question demeure de savoir si cette croissance moyenne est soutenable.**

**Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter un article de Philippe Hugon, publié sous le titre « Afrique : trajectoires nationales contrastées et soutenabilité de la croissance », publié dans le n°105-106 de la revue *Accomex, analyse et réflexion sur les marchés extérieurs*, pp. 7-10.**

**Des facteurs explicatifs multiples de la faible croissance de longue durée**

**U**N NOMBRE élevé d’études économétriques explique les faibles performances économiques africaines par des facteurs non économiques : fragmentation ethno-linguistique, facteurs démographiques (taux élevé de dépendance, faible espérance de vie, indice élevé de fécondité), géographiques (enclavement touchant 40 % de la population, éloignement des côtes, pauvreté des sols, maladies, etc.), historiques (mauvaise spécialisation, poids de la colonisation), politiques (l’État ne peut assurer ses fonctions, l’autoritarisme crée des coûts de transaction, notamment de corruption), infrastructurels (faiblesse et coûts des télécommunications, de l’électricité, des transports et des services publics), juridiques (absence de sécurisation des droits et d’Etat de droit), internationaux (l’exposition aux chocs extérieurs est accrue du fait de la spécialisation primaire et de la petite taille des économies).

Selon l’étude de Ndulu *et al (2006)*, une analyse comparative entre [l’Afrique](http://www.diploweb.com/-Afrique-M-O-.html)subsaharienne (ASS) et les autres pays en voie de développement (PVD) sur la période 1960-2004 montre des écarts de 1,12 % par an pour le taux de croissance du revenu par tête. Les facteurs démographiques expliquent un écart de 0,86 %, les conditions initiales défavorables en termes de taux de scolarisation, d’espérance de vie, de faible densité démographique expliquent la quasi-totalité du résidu, alors que les chocs extérieurs ou les différences de politiques économiques ont un faible pouvoir explicatif.

Des facteurs macroéconomiques sont avancés pour des économies de rente, spécialisées sur des produits primaires, ayant peu connu de progrès de productivité globale des facteurs et ayant un taux d’épargne et d’investissement limité, une forte intensité capitalistique connaissant des distorsions en faveur des secteurs non directement productifs, et une faiblesse de la demande.

Le modèle d’exportation de produits de base et de substitution aux importations n’a pu enclencher un processus auto-entretenu conduisant à une diversification de la production. Seuls quelques rares pays, dont l’Île Maurice ou le Botswana constituent les exemples les plus notables, échappent à cette « spécialisation appauvrissante ».

Les analyses microéconomiques mettent en avant le fait que, dans un univers risqué et incertain, la priorité est donnée à la sécurité, à la couverture des risques et à l’assurance contre les aléas, les catastrophes. Dans un monde instable et incertain, les grands acteurs économiques et financiers ont des comportements court termistes et visent un taux de retour rapide des capitaux.

Dans un contexte rentier et de faible concurrence, la nécessité de l’efficience est remplacée par celle de l’adaptabilité, de la flexibilité et de l’accommodement.

Les petits producteurs du monde rural ou de l’informel préfèrent l’extensif à l’intensif et la polyactivité aux dépens d’économies de spécialisation et de la productivité. Les pratiques des acteurs en situation de risque et d’incertitude les conduisent, soit à minimiser les risques, soit à avoir des choix acceptables d’accommodement, soit à aliéner leurs libertés à des pouvoirs qui assurent leur sécurité. À défaut de système de protection sociale, les communautés d’adhésion et d’appartenance jouent un rôle essentiel de réducteurs d’incertitude.

**Peut-on parler, depuis la rupture du 21e siècle, d’un décollage économique de l’Afrique ?**

Ces analyses du blocage de la croissance ont perdu beaucoup de leur pertinence.

D’une part, le calcul du PIB intégrant les activités non enregistrées ou partant des enquêtes ménages conduit à relativiser fortement l’exception africaine et à doubler le taux de croissance de longue période (Young 2009).

D’autre part, de nombreux travaux et observations montrent des ruptures des trajectoires économiques de la majorité des pays africains. Selon les rapports *Mc Kinsey Global Institute*(2010), FMI (2011) ou BAD (2012) :

. l’Afrique a enregistré un taux de croissance de 5,1 % entre 2000-2011 malgré le décrochage de la crise mondiale qui a fait chuter ce taux à 2,5 % en 2009.

. la productivité a affiché une croissance de l’ordre de 2,7 % au cours de la décennie 2000.

. le pourcentage de consommateurs ayant un revenu de plus de 5 000 dollars est passé de 3,5 % à 4,3 % et celui accédant aux biens de base (2 000 à 5 000 dollars) de 29 à 32 %.

. le pourcentage de la population en deçà du seuil de pauvreté absolue est passé de 66 % à 60 %.  
  
. les taux moyens d’inflation sont tombés de 22 % à 8 % entre les décennies 1990 et 2000, la dette publique de 81,9 % du PIB à 59 % et les déficits publics de - 4,6 % du PIB à - 1,8 %.

. une diversification des partenaires commerciaux et financiers est observée (Chine, Inde, Brésil, pays pétroliers du monde arabe, Iran, Turquie, etc).

. Les 500 premières entreprises du continent africain ont presque triplé leur chiffre d’affaires (environ 700 milliards de dollars en 2010) et leurs bénéfices (60 milliards de dollars) depuis le début de la décennie 2000. L’Afrique du Sud concentre deux tiers de ces entreprises.

. En outre, le secteur pétrolier a, certes, enregistré une croissance annuelle de 7,1 % durant la décennie 2000. Mais le tourisme, la construction, les transports et les télécommunications ont connu des taux de progression proches, la croissance dans les services a été supérieure à 6 %, celle de l’agriculture à 5,5 % et celle des industries manufacturières à 4,6 %. Les télécommunications et la distribution comptent, d’ailleurs, parmi les secteurs à plus fort taux de croissance et profitabilité.

Le tsunami financier mondial de 2008 dans [l’épicentre américain](http://www.diploweb.com/-Amerique-du-Nord--.html), puis celui de la[zone euro en 2011](http://www.diploweb.com/Crise-de-l-euro-une-mise-en.html), ont eu un léger impact négatif sur la croissance économique africaine, moins par le canal financier (le système financier africain est relativement déconnecté) que par le canal commercial. Ont été observés une baisse des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique et une chute des prix des matières premières et de la demande de produits africains.

La croissance a chuté de deux points entre 2008 et 2009, mais les pays ont mis en place des politiques contra-cycliques et les « relais » que représentent les pays émergents se sont renforcés : le couplage Sud/Sud traduit désormais un relatif découplage Nord/Sud. En 2012, l’Afrique subsaharienne a, dans un contexte de ralentissement mondial, maintenu un taux de croissance d’environ 6 % en moyenne.

**Un regain de croissance qui repose sur la combinaison de plusieurs facteurs**

La reprise de la croissance économique depuis le tournant du 21ème siècle, occultée par la focalisation sur les zones de crises, a résulté de la combinaison de plusieurs facteurs (Hugon 2011, *Mc Kinsey*2010, Young 2009).

Certains sont endogènes, tels les effets des mesures d’assainissement financier permettant d’avoir des politiques contra-cycliques durant le choc de 2008-2009, la montée d’une classe moyenne (95 millions de personnes représentant 200 milliards d’euros de pouvoir d’achat), l’extension de marchés urbains, un meilleur climat des affaires, la baisse de la conflictualité au-delà de risques de contagion (Arc sahélo-saharien, Corne de l’Afrique, etc.), la hausse des investissements et des progrès de productivité dans l’agriculture, l’impact des réformes institutionnelles ou le dividende démographique (hausse relative de la populations active) dans la grande majorité des pays. Les économies exportatrices de produits primaires tendent à se transformer en partie en économie d’accumulation et de production pour le marché intérieur.

D’autres sont extérieurs, tels la hausse des cours des matières premières, la baisse des prix des produits manufacturés et l’inversion des termes de l’échange, l’augmentation significative des flux financiers (les IDE sont notamment passés de 9 milliards de dollars à plus de 50 milliards), la réduction de la dette dans le cadre des PPTE (pays pauvres très endettés) et, surtout, l’impact des relations avec les pays du Sud, notamment d’Asie : le commerce Sud/Sud pèse désormais pour près de 40 % du commerce extérieur africain, contre 27 % en 1990 (FMI 2010).

**Des trajectoires nationales différenciées : quelle typologie retenir ?**

Les trajectoires sont, au-delà de cette vision globale, fortement différenciées entre l’Afrique méditerranéenne qui a fortement décroché depuis les « printemps arabes », l’Afrique sub-saharienne et du Sud.

Les régimes rentiers continuent de dominer dans de nombreux pays, avec des ressources primaires liées au marché international et dont les prix et la demande sont volatiles, une captation de la rente, de fortes vulnérabilités et insécurités des populations, des inégalités, un chômage croissant des jeunes et une faible diversification du tissu productif.

La hausse des prix alimentaires a pesé sur les budgets des ménages. La pauvreté rétroagit de manière asymétrique à la croissance : elle baisse légèrement en période de croissance et s’aggrave en période de décélération. Le dualisme demeure entre le secteur primaire exportateur, dynamisé par la demande extérieure, et le secteur domestique lié à la demande intérieure avec peu de dynamique intersectorielle et de diffusion interne des progrès de productivité accroissant la demande interne.

La question se pose de savoir si, au-delà de l’écume des flux macroéconomique, les transformations sociales, politiques et institutionnelles sont à même de transformer les régimes rentiers en régime d’accumulation et de favoriser une pluralité des trajectoires, en développant les potentialités propres aux différentes sociétés africaines.

La croissance économique est également contrastée entre les pays exportateurs de produits du sous-sol et les pays importateurs de pétrole et/ou de produits alimentaires. Ces derniers restent vulnérables aux chocs extérieurs (prix des aliments ou du pétrole). Au-delà d’une relative stagnation, on constate des trajectoires divergentes des économies selon les statistiques officielles. La croissance du PIB entre 2001 et 2011 a été de 80 % en Angola ou en Guinée-Équatoriale, pays pétroliers, contre – 17 % au Zimbabwe. Plus fondamentalement, on peut différencier plusieurs régimes de croissance et modes de développement.

Plusieurs critères peuvent être retenus pour construire des typologies différenciant les pays africains :

. pays ayant mis en place ou non des réformes,

. mode de spécialisation internationale,

. diversification du système productif et accroissement de la demande intérieure.

Notre typologie (Hugon 2012) combine des critères socio-politiques et institutionnels, les types de spécialisation (pétrole, mine, forêt, agriculture) et les remontées en gamme de produits dans les chaînes de valeur mondiale.

Nous différencions également les États en conflits et faillis en pré/post conflits (Somalie, Mali, Libéria, Sierra Leone), les économies agro-exportatrices caractérisées par des blocages politiques Madagascar, Zimbabwe), les économies de rente minières ou pétrolières (plus de 20 pays), les économies exportatrices de produits primaires ayant des stratégies de diversifications de leurs économies et de transformation de leurs rente en accumulation (Botswana, Maurice, Ghana, Kenya, Ethiopie, Mozambique), les démocraties semi-industrialisées (Afrique du Sud).

**CONCLUSION**

La soutenabilité de la croissance renvoie à des changements structurels et institutionnels. La croissance économique peut aller à l’encontre du développement soutenable en reposant sur le non-renouvellement des ressources naturelles, en créant des inégalités sources de tensions sociales, en favorisant la corruption [voire la conflictualité](http://www.diploweb.com/Defense-Securite-en-Afrique-quel.html) autour de la convoitise des ressources du sol ou du sous-sol.

Les indicateurs globaux de la croissance doivent être relativisés. Ils agrègent des situations très contrastées. Ils correspondent à une conjoncture internationale qui peut ne pas être durable. L’Afrique affronte de nombreux défis démographiques, environnementaux, sécuritaires, de création d’emplois pour les jeunes.

Le développement soutenable ne peut être évalué à l’aune des sociétés industrielles ou émergentes. Il ne peut l’être que par rapport aux potentialités propres aux différentes sociétés, à leurs institutions et matrices culturelles et aux capacités des acteurs de répondre aux défis et de transformer les risques en opportunités...

# Afrique : Sud-Soudan, un miroir

Par [**Alain NONJON**](http://www.diploweb.com/_Alain-NONJON_.html), le 7 novembre 2012

Professeur à Intégrale et au lycée Michelet

**Alain Nonjon présente une réflexion géopolitique illustrée d’une carte.**

**Le Sud-Soudan est le dernier État (54e) à avoir accédé à l’indépendance sur le continent africain après l’Érythrée en 1991. Le 9 juillet 2011, il acquiert la légitimité que vingt-deux années de guerre civile (depuis 1989), de refus de l’islamisation ont forgée au prix élevé du sang : 2 millions de morts et 4 millions de réfugiés, triste lot pour l’Afrique, principale terre d’accueil des 44 millions de réfugiés qui errent à travers le monde.**

**Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter cet article d’Alain Nonjon publié sous le titre « L’Afrique au miroir du Sud-Soudain, dans le n°139 d’*Espace Prépas*, octobre 2011.**

**Une Afrique mature**

**L**E SUD-SOUDAN est un nouvel État (le 193e à l’ONU) sur la carte de [l’Afrique…](http://www.diploweb.com/Afrique-croissance-economique-le.html)Sur un continent confronté à des problèmes de délimitation de frontières — 57 % des contentieux portés devant la CIJ (Cour internationale de justice) concernent l’Afrique et ce depuis quarante ans — le Sud-Soudan n’est qu’un des nombreux litiges impliquant, selon M. Foucher, les 177 groupes ethniques et religieux divisés par les tracés imposés et hérités. C’est une des douloureuses étapes de cette reconfiguration des frontières africaines : « on ressort les équerres », dirait Wole Soyinka, prix Nobel nigérian, et, pour la première fois, on passe outre les frontières dites intangibles de 1964 léguées par la colonisation.

Désormais on peut dresser sa **fiche signalétique** : 589 700 km2 ; 8,3 millions d’habitants (ou plus ? ce chiffre est contesté) ; 14 habitants au km2 ; Juba, capitale d’un État constitué d’une centaine d’ethnies dont les Dinka majoritaires. Un État à dominante chrétienne et animiste, où l’anglais est la langue officielle. Parallèlement, se pratiquent des langues nilo-sahariennes et l’arabe de Juba. Une devise ambitieuse : « Liberty Justice Property » alors que c’est un État parmi les plus pauvres du monde : pas de lignes de téléphone fixe en 2005 et 3 km de routes goudronnées…

Le référendum est un condensé de ce que l’Afrique peut gagner grâce à la démocratie : vote sans appel (98,83 % de votes favorables à l’indépendance) d’un électorat où les femmes (« les meilleurs de nos hommes », dirait le poète Evtouchenko) représentaient 52 % des inscrits. Le scrutin permet de conclure six années de négociations de paix entre Khartoum et le SPLA (Sudan People’s Liberation Army ou Armée populaire de libération du Soudan). Toutes les menaces de report ont été jugulées, le cycle de violence qu’aurait déclenché une indépendance unilatérale est évacué. L’intransigeance du président soudanais, Omar el-Béchir (ne déclarait-il pas en 2005 « ne pas accepter d’alternative à l’unité du pays ») a cédé face à l’évidence : le Soudan, plus vaste État d’Afrique, n’avait rien d’une nation… Sous la domination égyptienne, le Sud, peuplé de pasteurs africains, était vu par le Nord comme une terre de razzias et un réservoir d’esclaves. Les Britanniques, eux, tracèrent une frontière symbolique au sud de laquelle les missionnaires, particulièrement l’ordre italien des Comboni, pouvaient évangéliser librement. Et dès l’indépendance de 1956, une guerre civile Nord-Sud a commencé suite au refus d’accorder au Sud les promesses d’autonomie.

La communauté internationale a été la bonne fée de ce processus. Le président Obama est allé jusqu’à normaliser, le 24 septembre 2010, ses relations avec Omar el-Béchir. Il ne s’est pas focalisé sur le statut du président soudanais, qui faisait l’objet d’un mandat d’arrêt de la Cour internationale sous l’accusation de crimes contre l’humanité perpétrés au Darfour et il a même annoncé une levée des sanctions pour faciliter le processus amorcé sous l’égide américaine dès 2005.

**Des menaces qui durent**

[L’opposition entre le Nord, majoritairement peuplé de populations arabes nomades et musulmanes, et le Sud chrétien et animiste demeure malgré le vote](http://www.diploweb.com/Carte-des-Soudans.html). L’entrelacs des ethnies Dinka, Nuer, Chilouk et des religions (18 % de musulmans, 17 % d’animistes et 65 % de chrétiens) pèse sur l’avenir.

Le SPLA ­ — mouvement de libération populaire principal acteur politique sud-soudanais —, qui a mené la guerre contre Khartoum depuis 1983, paraît peu préparé à partager son pouvoir. Il contrôle les institutions, le rythme démocratique de l’État avec son président réélu Salva Kiir, sans limitation de mandats… Un État proclamé n’est pas un État régalien rénové.

La dissidence manipulée par Khartoum perdure dans les régions frontalières du Nord, le désarmement des milices tarde, la profession­nalisation de l’armée piétine. Le territoire de Abyei est contesté et les armes ne se sont pas tues dans cette région tampon et, de plus, pétrolière.

Le Sud-Soudan est un État africain sous perfusion internationale : le Conseil de sécurité de l’ONU y a autorisé l’envoi d’une nouvelle force de maintien de la paix. Le Conseil a également accepté le déploiement d’un maximum de 7 000 soldats et de 900 policiers internationaux, en plus d’un nombre indéterminé d’employés civils des Nations unies, dont des experts en droit de la personne.

**Des enjeux qui expliquent l’ambiguïté des postures**

La « **malédiction pétrolière** » ne plane-t-elle pas eu égard à l’abondance des ressources pétrolières du Soudan (500 000 barils/jour) polarisées sur le Sud (75 %) représentant 98 % des revenus de l’État. Des tentatives de corruption ont déjà opposé le Britannique White Nile à Total… Le débouché pétrolier du Sud-Soudan est source de tensions puisque le seul débouché est un oléoduc qui traverse le Soudan vers Port-Soudan. Comment sauront-ils gérer les royalties nécessaires au paiement du transit par le Soudan ?

Une fois de plus, les Chinois — qui portent à bout de bras l’exploitation pétrolière du Soudan (leur première zone d’investissement en Afrique) et qui, pour quelques barils, font peu de cas des droits de l’homme dans ce pays — sont aux avant-postes de cette indépendance. Ils animent le projet d’oléoduc vers Port de Lamu et ont symboliquement déjà installé une clinique et une banque faisant de Juba le siège de leurs intérêts dans le consortium GNPOC (Khartoum n’étant symboliquement qu’une succursale !).

Les puissances régionales prennent le devant et sont installées : Éthiopie, Kenya, Ouganda pour se partager le festin… et renvoyer les réfugiés. Les Occidentaux sont en embuscade pour ce qui pourrait devenir une base arrière de la lutte contre le terrorisme de l’arc de crise d’AQMI. Israël n’est pas en reste au niveau des livraisons technologiques.

La gestion des eaux du Nil est également au cœur des fragilités d’un État bâti autour du Nil blanc, lequel conflue avec le Nil bleu à Khartoum : une future guerre de l’eau est-elle programmée ?

Les flux migratoires incontrôlés menacent le 54e État africain : 1,5 à 2 millions de Sud-Soudanais travaillent au Nord ou y sont réfugiés. La sécheresse conduit les populations nomades du Nord à faire des incursions au Sud pour nourrir leur bétail, exacerbant alors les risques de conflits.

L’onde de choc de l’indépendance peut-elle inciter les rebelles du Darfour à réclamer une place plus grande dans un Soudan réduit ? Quel est l’exemple donné par le Sud-Soudan ? Pacification réussie ou incitation à finaliser toute guerre sécessionniste africaine… au risque pour certains dirigeants africains de se sentir directement menacés (comme la République démocratique du Congo au Kivu ou au Katanga ou Mouammar Kadhafi qui anticipait en octobre 2010 « une maladie gravement contagieuse pour l’Afrique et le monde arabe »). Le Nord acceptera-t-il d’être amputé du tiers de son territoire ? Que faut-il retenir ? Les félicitations du président soudanais à « ses frères du Sud » ou ses interventions dans la région du Nil bleu et du Kordofan maintenant qu’il est libéré de toute accusation de soutien au terrorisme international ?

L’Union africaine a-t-elle vraiment tenu son rôle dans cette émancipation et va-t-on dans le sens des souhaits émis par le président Senghor dès 1959 : « l’unité africaine est la seule réponse historique aux redoutables contradictions de l’Afrique noire » ? Rien n’est moins sûr…